

330 CHERCHEURS BELGES SE MOBILISENT POUR LE CLIMAT

Publié le 24 novembre 2015



Sam Ottoy

PhD student @ KU Leuven



Pierre Ouvrard

PhD student @ UCL



Pierre Ozer

Sr. scientist @ ULg



Praveen Pandey

Sr. scientist @ BIRA/IASB



Frank Pattyn

Professor @ ULB



Emilie Pecheur

PhD student @ ULg



Karel (Charles) Peeters

Professor @ KU Leuven



Nuno Pereira

PhD student @ BIRA/IASB



Guido Petrucci

Post-doc @ VUB



Morgane Philippe

PhD student @ ULB

La 21e conférence des parties qui ont signé [la convention des Nations-Unies sur le climat](#) (COP21) doit débiter le 30 novembre à Paris et durer une dizaine de jours. Les représentants de 195 pays ainsi que ceux de l'Union européenne, sont attendus dans la capitale française.

À quelques jours de l'ouverture de cette conférence, 330 scientifiques belges issus d'une quinzaine d'universités et d'institutions scientifiques du pays cosignent une lettre ouverte réclamant des mesures immédiates pour atténuer le changement climatique en cours. « Il y a urgence », estiment-ils en substance « Au risque sinon de voir la hausse de la température mondiale nettement supérieure à 2°C ». En voici le texte intégral.

"Des mesures immédiates pour atténuer le changement climatique"

Au vu des preuves scientifiques accablantes, la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement climatique, de par les émissions de gaz à effet de serre, ne fait plus aucun doute. Ces dernières décennies, le réchauffement observé a provoqué des dégâts aux écosystèmes et sociétés à travers continents et océans, soulignant leur fragilité face aux changements climatiques. Si nous voulons limiter le futur changement climatique, dirigeants, organisations, individus, et communautés locales devront prendre des mesures conséquentes pour réduire les émissions dans les prochaines décennies.

Des dirigeants de plus de 190 pays se réuniront à Paris fin novembre afin de négocier un traité visant à combattre le réchauffement de la planète. En cas de succès, le Traité de Paris consolidera et harmonisera les politiques climatiques dans tous les pays du monde pour les 15 prochaines années au minimum. Le but principal des négociations climatiques coordonnées par les Nations Unies est de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de limiter la hausse de la température globale à 2°C (ou même à 1,5°C) maximum par rapport aux niveaux préindustriels.

Les risques

La nécessité de limiter le réchauffement climatique est basée sur un très grand nombre d'études scientifiques concordantes. Le changement climatique représente un risque pour les populations et les écosystèmes car il accroît les menaces existantes sur la société, l'économie, l'environnement, et la santé tout en créant de nouveaux problèmes. De plus, ces risques s'accroîtront de manière disproportionnée avec la hausse des températures.

Une augmentation de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels engendrerait une augmentation des risques d'événements météorologiques extrêmes, l'acidification des océans, une hausse du niveau de la mer et placerait de nombreux écosystèmes et sociétés en danger. Une hausse de 4°C ou plus augmentera le risque d'extinction d'un grand nombre d'espèces animales, des crises alimentaires, et aura d'importantes conséquences sur notre façon de vivre.

Bien que le changement climatique soit un phénomène global, ses impacts seront également ressentis au niveau local. En raison de leur situation socio-économique ou leur exposition accrue, certains états sont particulièrement menacés. En Belgique, on pourrait s'attendre notamment à une hausse du niveau de la mer, du nombre d'inondations, du nombre et de l'intensité des canicules, et à une perte de la biodiversité.

Les responsabilités

La protection des générations futures requiert des mesures en accord avec les preuves scientifiques. Limiter le réchauffement à 2°C passera par une réduction considérable et prolongée des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre une société dite zéro-émission pour la fin du siècle. Parmi divers facteurs, c'est le calendrier de l'action internationale pour limiter les émissions qui aura le plus grand impact.

À l'heure actuelle, il est peu probable que la Belgique atteigne les objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Gouvernements, entreprises, organisations non gouvernementales, scientifiques et individus doivent prendre leurs responsabilités.

Les opportunités

Aujourd'hui, nous avons encore la possibilité de limiter le réchauffement climatique et ses impacts. Grâce, par exemple, aux technologies à bas-carbone, nous avons à l'heure actuelle un vaste potentiel d'innovation. De plus, agir maintenant économisera d'énormes sommes d'argent, qui seront nécessaires à l'adaptation aux conséquences néfastes du réchauffement climatique. En outre, une stratégie d'atténuation et d'adaptation au changement climatique engendre de multiples co-bénéfices: accès à la nourriture, à l'eau et à l'énergie propre, amélioration de la qualité de l'air et de la santé publique, et sauvegarde des services offerts par les écosystèmes.

Afin d'avoir une chance raisonnable de limiter le réchauffement à 2°C, les dirigeants mondiaux, y compris les décideurs fédéraux et régionaux belges, devront assurer la réduction nécessaire des émissions et fixer des objectifs ambitieux, justes et universels lors de la Conférence de Paris. Tout délai supplémentaire conduira presque inévitablement à une hausse de la température mondiale nettement supérieure à 2°C.

Aujourd'hui, saisissons ensemble l'unique occasion de limiter le changement climatique.

Note: La liste des signataires de cette lettre ouverte se trouve [sur le site de cette initiative](#).